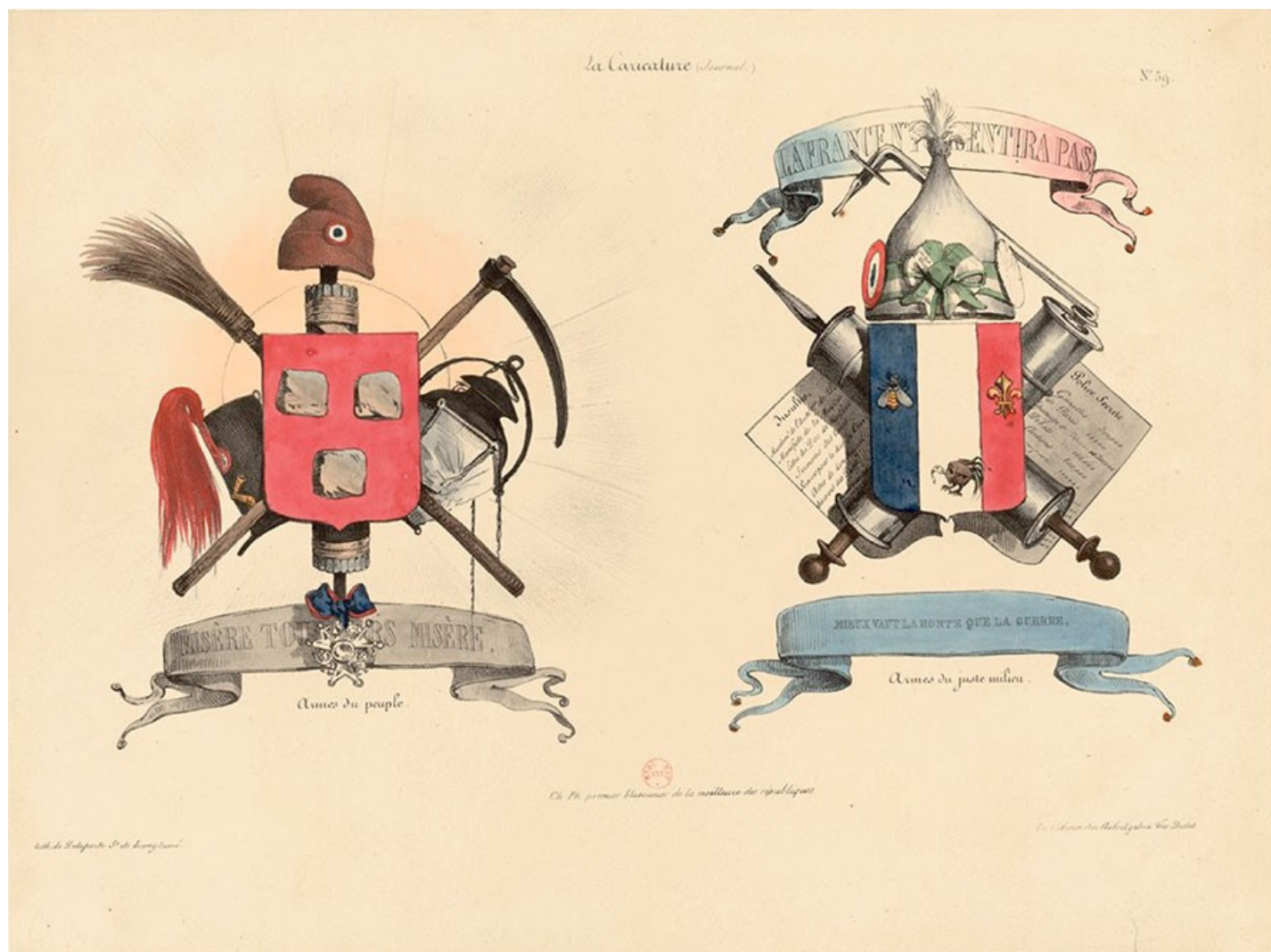


Les extrêmes se rejoignent...

La formule a été tant rabâchée qu'on pourrait la croire fondée sur le bon sens géométrique : dans un cercle comme en politique, les extrêmes se rejoignent. Depuis la Révolution française, ce pseudo-théorème sert d'arme de disqualification massive, dont la liste des victimes ne cesse de s'étendre.

par Constantin Brissaud

--



Charles Philipon (auteur) et Victor-Hippolyte Delaporte (lithographe). — « Armes du peuple. Armes du juste milieu »

gallica.bnf.fr - Bibliothèque nationale de France

Un petit jeu très prisé dans le débat politique contemporain consiste à identifier un point commun entre deux individus ou deux courants opposés pour les renvoyer dos à dos et les condamner d'un même élan. La France insoumise et le Rassemblement national (RN, ex-Front national) critiquent tous deux les traités européens ? C'est la preuve que les extrêmes se rejoignent. Ils soutiennent tous deux le mouvement des « gilets jaunes » ? Encore un signe d'une alliance objective. Après la manifestation qui s'est déroulée dans sa ville le 8 décembre 2018, le maire Les Républicains (LR) de Toulouse, M. Jean-Luc Moudenc, commentait sur Twitter : « Nous avons vu les deux extrêmes se rejoindre sur les barricades pour tenter de déstabiliser la République. Je condamne cette connivence et la violence qu'elle organise. Ils ont semé le chaos et continuent dans certaines rues.

Qui se ressemble s'assemble... » Destinée à disqualifier des adversaires politiques, cette stratégie revenant à assimiler l'eau et le feu a une longue histoire.

Les « extrêmes » n'ont jamais eu bonne presse. Sans remonter jusqu'à l'Antiquité, quand Aristote vantait les bienfaits du « *juste milieu* », cet « *équilibre entre deux extrêmes* », le mot a longtemps servi à condamner des tempéraments, des comportements jugés excessifs. Au XIV^e siècle, le philosophe Nicole Oresme considère ainsi que « *la vertu est moyenne et les vices sont extrêmes* ». Trois siècles plus tard, Blaise Pascal, lui aussi apôtre du « juste milieu », écrit : « *L'extrême esprit est accusé de folie, comme l'extrême défaut. Rien que la médiocrité n'est bon.* » Puis, en 1782, c'est au tour de l'écrivain Louis Sébastien Mercier d'affirmer dans son *Tableau de Paris* que « *les extrêmes se touchent* » car « *les grands et les canailles se rapprochent dans leurs mœurs* » (1).



Honoré Daumier. — De la série « Célébrités du juste milieu », 1833
Photographie : Hervé Lewandowski - RMN-Grand Palais - Musée d'Orsay

Avec la Révolution française, ce thème quitte le terrain de la morale pour gagner celui de la politique. En août 1789, l'Assemblée nationale fraîchement instituée doit se prononcer sur le droit de veto royal : le roi peut-il bloquer une loi décidée par l'Assemblée ? À gauche dans l'Hémicycle, les partisans de la république s'y opposent ; à droite, les défenseurs de la monarchie constitutionnelle y sont favorables. À cette nouvelle division une autre s'ajoute bientôt. À partir de 1791, on commence à évoquer l'« *extrémité de la partie gauche* » et l'« *extrémité de la partie*

droite », notamment pour suggérer que ces deux bords pourraient se rejoindre. Ceux qui, à l'image de Talleyrand, La Fayette ou l'abbé Sieyès, défendent la monarchie constitutionnelle ne tardent pas à se présenter comme l'incarnation de la modération, de la raison. Comme l'écrit l'historien Uwe Backes, « l'appellation d'«*extrême*» devient l'un des lieux communs de la critique antirévolutionnaire (2) ».



Honoré Daumier. — De la série « Célébrités du juste milieu », 1833

Photographie : Hervé Lewandowski - RMN-Grand Palais - Musée d'Orsay

Directeur du journal *La Sentinelle*, auteur d'un pamphlet intitulé *À Maximilien Robespierre et à ses royalistes*, Jean-Baptiste Louvet ne cesse de dénoncer l'existence d'un complot unissant les « *jacobins fanatiques* » et les partisans de la monarchie absolue. « *Le démocrate Babeuf n'est qu'un royaliste déguisé* », peste-t-il le 12 mai 1796, avant de récidiver trois jours tard : Babeuf, « *c'est un*

aristocrate enragé (...), un agent des princes de l'étranger. Et remarquez bien que je pensais ainsi de Marat, d'Hébert et de tous les brigands de ce genre ». Les harangues complotistes de Louvet sont largement célébrées par la presse de l'époque ; ses collègues, qui, pour la plupart, mettront leur ardeur réformatrice au service de Napoléon, louent son courage, son esprit, sa sagacité (3). Figure en vue des partisans de la monarchie constitutionnelle, après avoir brièvement soutenu la Révolution, Mme de Staël fait l'éloge de la modération : « *On a dit souvent, dans le cours de la révolution de France, que les aristocrates et les jacobins tenaient le même langage, étaient aussi absolus dans leurs opinions, et, selon la diversité des situations, adoptaient un système de conduite également intolérant*, écrit-elle en 1796. *Cette remarque doit être considérée comme une simple conséquence du même principe. Les passions rendent les hommes semblables entre eux, comme la fièvre jette dans le même état des tempéraments divers ; et de toutes les passions, la plus uniforme dans ses effets c'est l'esprit de parti* (4). »

En 1913, la critique des « excès antimilitaristes »

Après le coup d'État du 18 Brumaire (9 novembre 1799), Napoléon Bonaparte et ses alliés tentent d'effacer la notion même de clivage politique. Le nouveau régime se présente comme la seule voie raisonnable, et ce discours séduit de nombreux « modérés » de la décennie précédente. Avocat, digne représentant de la bourgeoisie libérale et conservatrice, Antoine Boulay de la Meurthe est l'un des premiers à acclamer le nouveau consul. En décembre 1799, dans *Le Spectateur du Nord*, journal des aristocrates ayant fui la France, il défend ainsi l'ordre contre la Révolution, « *le travail, l'industrie, les talents, les mœurs et presque toute la propriété* » contre « *les agitateurs et les méchants* ». « *La République est entre ces deux extrêmes*, écrit-il ; *elle est dans l'immense majorité des citoyens également exclus par la faction royaliste et la faction démagogique.* » Ces appréciations lui vaudront, sous l'Empire, d'être couvert de décorations et de devenir ministre de la justice.

Dans les vingt années qui suivent la Révolution s'élaborent ainsi les ingrédients qui composent depuis plus de deux siècles le thème de la « convergence des extrêmes », utilisé afin de discréditer tout projet de transformation sociale : avec leurs propositions démagogiques et irréalistes, les « extrémistes » de tous bords fragiliseraient la communauté politique et entraîneraient le pays sur une pente dangereuse. Il convient donc d'éclairer le peuple pour le guider vers la seule voie raisonnable, celle de la modération.



Honoré Daumier. — De la série « Célébrités du juste milieu », 1833

Photographie : Hervé Lewandowski - RMN-Grand Palais - Musée d'Orsay

Ainsi, à l'image de celui de Napoléon, la plupart des régimes qui suivent la Révolution se réclament du juste milieu, de la tempérance. Désireux de réconcilier les bourgeoisies de gauche et de droite, Louis-Philippe expose en janvier 1831, dans une phrase restée célèbre, la position de son gouvernement : « *Nous chercherons à nous tenir dans un juste milieu, également éloignés des excès du pouvoir populaire et des abus du pouvoir royal.* » Seriné par les propagandistes du roi, qui multiplient les brochures — *Le Juste-Milieu dévoilé* (1832), *Le Juste-Milieu en toutes choses et surtout en politique* (1832), *Le Triomphe du juste-milieu, ou la Révolution de Juillet et ses véritables conséquences* (1833) ([5](#))... —, ce thème est féroce­ment raillé par les caricaturistes. Une lithographie de Charles Philipon oppose les « *armes du peuple* » (faux, lanternes, balais...) et celles du juste milieu (une comptabilité tenue par la police secrète, des clystères ([6](#)))... De même, dans l'estampe *Le Juste Milieu ou le c... entre deux selles*, un homme tombe par terre, entre la chaise du peuple et le trône royal.



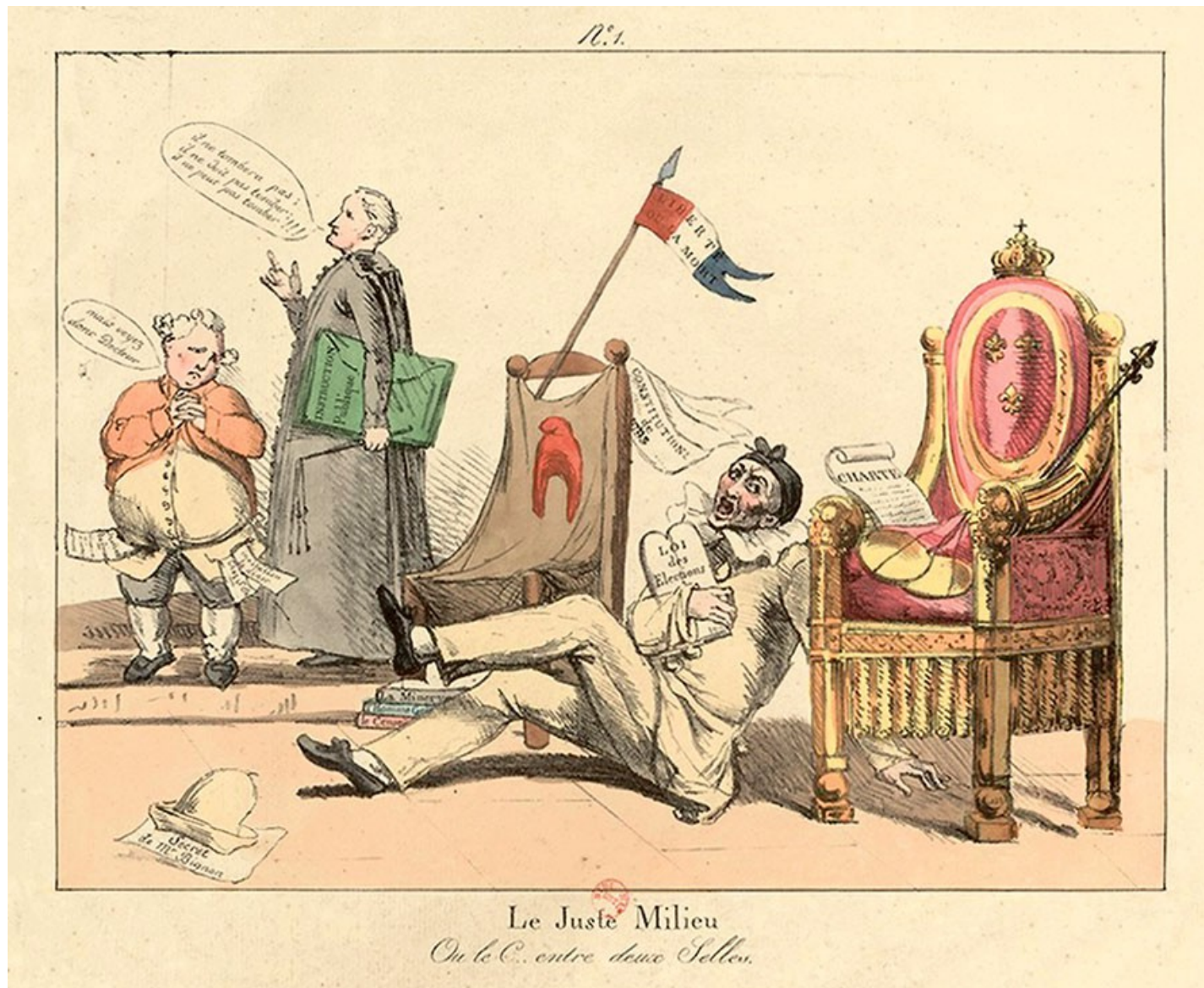
Honoré Daumier. — De la série « Célébrités du juste milieu », 1833

Photographie : Hervé Lewandowski - RMN-Grand Palais - Musée d'Orsay

Après les révolutions de février et de juin 1848, Louis-Napoléon Bonaparte se présente lui aussi comme l'homme de la réconciliation en promouvant, selon l'historien Éric Anceau, « *un centrisme destiné à absorber les extrêmes et à détruire les oppositions* (7) ». « *Dans tous les pays, les besoins et les griefs du peuple se formulent en idées, en principes, et forment les partis. Ces associations d'individus (...) se heurtent, se détruisent réciproquement, jusqu'à ce que la vérité nationale, se formant de toutes ces vérités partielles, se soit élevée, d'un commun accord, au-dessus des passions politiques. Pour consolider cette cause, il faut au pouvoir un représentant qui n'ait d'autres intérêts que les siens* », écrivait Bonaparte dès 1841. Le bon gouvernant serait ainsi celui qui s'élève au-dessus de la mêlée et trace le chemin de la vérité comme un berger guidant son troupeau.

La chute du Second Empire, en 1870, déplace le centre de gravité politique, mais ne modifie guère le fond du discours. Hier qualifiés d'extrémistes, les républicains modérés prétendent désormais incarner le nouveau cercle de la raison, à partir duquel se jaugent les limites du possible. Le Parti radical, créé en 1901, va notamment user sans relâche de cet argumentaire contre ses rivaux socialistes, puis communistes. Avant le déclenchement de la première guerre mondiale, *Le Radical*,

principal organe du parti, ne cesse de renvoyer dos à dos bellicistes et pacifistes. Le 25 août 1913, un article dénonce ainsi ceux qui pèchent par « *excès antimilitaristes* », puis en appelle aux « *gens honnêtes* », aux patriotes « *qui aiment leur pays avec passion, mais avec décence* ». Le radical Stephen Pichon, alors ministre des affaires étrangères, est bien sûr de ceux-là, félicité par le journal pour son approche « *toujours prudente et modérée* » de la « *question balkanique* ». Cette approche échoue à empêcher le conflit, mais peu importe aux radicaux, qui persistent à dénoncer la convergence des extrêmes. Dans son édition du 10 juillet 1918, *Le Radical* fustige cette fois « *les extrêmes de l'impérialisme germanique et de l'impérialisme socialiste des bolcheviks* », qui non seulement « *se touchent* », mais « *sont sur le point de fusionner* »...



Anonyme. — « Le Juste Milieu ou le c... entre deux selles »
gallica.bnf.fr - Bibliothèque nationale de France

Ce rapprochement entre l'Allemagne et la Russie soviétique va connaître, sous une forme quelque peu différente, une longue prospérité avec la condamnation des « totalitarismes », une notion fourre-tout qui permet de mettre dans le même sac communisme, fascisme et nazisme, afin de défendre en creux le seul modèle économique et politique raisonnable : la démocratie libérale et l'économie de marché. S'il apparaît dans l'Italie des années 1920 sous la plume d'opposants au Duce, ce concept gagne véritablement ses lettres de noblesse après la seconde guerre mondiale, quand les travaux de Hannah Arendt prétendent en préciser les contours. « *Les mouvements totalitaires sont possibles partout où se trouvent des masses qui, pour une raison ou une autre, se*

sont découvert un appétit d'organisation politique », écrit-elle dans *Les Origines du totalitarisme*, en 1951. À l'image de Carl Friedrich et de Zbigniew Brzezinski, futur conseiller à la sécurité nationale du président américain James Carter, d'autres chercheurs tentent d'objectiver ce thème en définissant des critères permettant d'identifier un « régime totalitaire » : un parti unique de masse dirigé par un chef charismatique, la banalisation de la terreur, la centralisation de l'économie, la mainmise du pouvoir sur les moyens de communication, etc.

Cette ligne consistant à rapprocher Joseph Staline et Adolf Hitler, en négligeant tout ce qui les sépare — à commencer par les millions de soldats nazis anéantis par l'Armée rouge sur le front de l'Est —, remporte un vif succès dans le camp occidental pendant la guerre froide. Elle trouve en France des relais particulièrement efficaces. Le philosophe Raymond Aron intègre les travaux d'Arendt dans son cours en Sorbonne dès 1957, puis la notion de « totalitarisme » deviendra l'un des thèmes privilégiés de *Commentaire*, la revue qu'il fonde en 1978 : ce terme figure dans pas moins de 381 articles des 162 numéros de la revue parus entre 1978 et 2018. Créée en 1982 par l'historien François Furet afin de rassembler intellectuels, journalistes, dirigeants politiques et hommes d'affaires « de la droite intelligente à la gauche intelligente », la Fondation Saint-Simon se donne elle aussi pour but de promouvoir cette grille de lecture. Dénonçant « les extrêmes », elle prône un « gouvernement rationnel », c'est-à-dire « ce que la rencontre de l'intelligence et de la politique peut donner de plus heureux » (8). Portée par des personnalités influentes comme Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard ou Pierre Nora, elle se constitue rapidement un réseau d'obligés. Ses notes sont publiées par l'éditeur Calmann-Lévy, dans une collection créée par Aron, et très souvent publicisées par le quotidien *Le Monde*, dont le président du conseil de surveillance (1994-2008), M. Alain Minc, n'est autre que le trésorier de la fondation.

Le spectre restreint des opinions convenables

Forte de ces soutiens, la théorie de la « convergence des extrêmes » renforce sa légitimité universitaire. En 2015-2016, l'Institut d'études politiques de Paris proposait par exemple à ses étudiants un cours intitulé « Penser la politique dans ses extrêmes ». Son objectif ? « Mieux appréhender l'extrémisme de droite et de gauche », afin de « dégager les dimensions communes aux extrémismes ». Dans la deuxième partie du cours, intitulée « Les points de convergence », une séance s'attarde sur le thème « Complot et vision antagonique du monde » : il s'agit de comparer des textes de M. Jean-Marie Le Pen et de Lutte ouvrière. Une autre se penche sur « l'europhobie et l'antimondialisation » supposément communes aux extrêmes. Ce type d'enseignement s'inscrit dans la droite ligne de la thèse chère au politologue Pascal Perrineau — mais contestée dans le monde universitaire — du « gauchisme », selon laquelle les anciens électeurs communistes, principalement définis par leur absence de ressources économiques et culturelles, seraient spontanément séduits par la simplicité du discours frontiste et nourriraient donc l'essor du FN.

Depuis une vingtaine d'années, l'idée que les extrêmes se rejoignent a fini par s'imposer comme un lieu commun, accommodé à toutes les sauces, de la vie politique française. Si M. Le Pen s'est hissé au second tour de l'élection présidentielle de 2002, c'est à cause des « petits candidats » d'extrême gauche qui ont précipité la défaite du raisonnable Lionel Jospin, faisant ainsi le jeu de l'extrême droite, dont ils seraient les alliés objectifs. « Le vote en faveur des extrémismes ne traduit-il pas aussi un rejet de la complexité de l'Europe et du monde ? », demande le journaliste de *Libération* Jean Quatremer à M. Pascal Lamy, alors commissaire européen au commerce (3 mai 2002). « Est-ce que les Français comprennent la complexité de leur propre système ? », lui rétorque ce dernier, peu confiant dans l'intelligence de ses compatriotes.



Charles Joseph Traviès (auteur) et Lemercier (lithographe). — « Le Présent Juste Milieu, quasi-légitimité »
gallica.bnf.fr - Bibliothèque nationale de France

Puis arrive le référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE) de 2005. Un éditorial du *Monde* ne voit dans la victoire du « non » rien d'autre que le triomphe d'un « *immense front du refus* » composé de votes « *égaillés entre extrême droite, extrême gauche et abstention* ». Refuser le TCE, estime Mme Martine Aubry, alors secrétaire nationale du Parti socialiste, c'est non seulement afficher son « *populisme* », mais surtout prendre le risque de nourrir « *ce qui a conduit l'Italie d'autrefois à ce que l'on sait* » (9). Forme contemporaine de l'accusation de convergence des extrêmes, l'étiquette du « *populisme* » est aujourd'hui apposée à tous les phénomènes dépassant le spectre restreint des options politiques jugées convenables : La France insoumise, le RN, mais aussi le mouvement des « *gilets jaunes* », le Brexit, MM. Donald Trump et Bernie Sanders, la coalition gouvernementale italienne (10)...

Après avoir longtemps tancé les « gauchistes », Perrineau accuse désormais de « *national-populisme* » tous ceux qui critiquent l'Union européenne. Selon l'analyse prise par les médias, le clivage entre la droite et la gauche serait en passe de laisser place à une nouvelle division entre partisans et adversaires de l'Union, entre « libéraux » et « illibéraux », entre les défenseurs de « sociétés ouvertes » et ceux qui prôneraient la « fermeture ». Il y a quatre ans, M. Alain Juppé, mentor du premier ministre français actuel Édouard Philippe, annonçait déjà le projet, national mais aussi européen, qui allait devenir celui du président de la République : « *Il faudra peut-être songer un jour à couper les deux bouts de l'omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble et laissent de côté les deux extrêmes, de droite comme de gauche, qui n'ont rien compris au monde* (11). »

Sauf que, au petit jeu des rapprochements, on pourrait également trouver bien des points communs entre les « libéraux » Angela Merkel et Emmanuel Macron et les « illibéraux » Matteo Salvini et Viktor Orbán : tous célèbrent la propriété privée et la classe moyenne, rêvent de diminuer impôts et cotisations sociales, d'« assouplir » le droit du travail, de contrôler les « assistés » ou encore d'encadrer davantage le droit de grève. Mais l'idée de pointer ces similitudes n'est pas très courante dans les discours officiels et dans les médias. Et elle ne fait pas l'objet d'un cours à Sciences Po.

Constantin Brissaud

Doctorant en sciences politiques à l'université de Strasbourg.

(1) Pour les sources précises de ces citations et une généalogie de l'usage de ce terme avant la Révolution française, cf. Uwe Backes, « *Extrême, extrémité, extrémisme*. Une esquisse de l'histoire de ces mots dans la langue politique française », *Mots*, no 55, Paris, juin 1998.

(2) Uwe Backes, *Les Extrêmes politiques. Un historique du terme et du concept de l'Antiquité à nos jours*, Cerf, coll. « Politique », Paris, 2011.

(3) Cf. Laura Mason, « Après la conjuration : le Directoire, la presse, et l'affaire des Égaux », *Annales historiques de la Révolution française*, no 354, Paris, octobre-décembre 2008.

(4) Germaine de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, 1796.

(5) Cf. Xavier Landrin, « «Gauche», «droite», «juste-milieu» : la formalisation politique de l'entre-deux sous la monarchie de Juillet » (PDF), communication au colloque « Gauche-droite : usages et enjeux d'un clivage canonique », université Paris X - Nanterre, 17 juin 2008.

(6) Grande seringue métallique utilisée pour effectuer des lavements.

(7) Éric Anceau, *Napoléon III*, Tallandier, coll. « Texto », Paris, 2012.

(8) « Droite, gauche, centre. L'exception française : fin ou recommencement ? Entretien avec Jacques Julliard », *Le Débat*, no 52, Paris, 1988.

(9) RTL, 20 mars 2005. Cité dans *PLPL*, no 24, Paris, avril 2005.

(10) Lire « Tous populistes », *Manière de voir*, no 164, en kiosques.

(11) *Le Point*, Paris, 1er janvier 2015.